

**Analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière  
pour le premier trimestre terminé le 31 mars 2006**

Ce rapport de gestion présente une analyse de nos résultats d'opération et de notre situation financière afin de permettre au lecteur d'évaluer les variations importantes de la période de trois mois terminée le 31 mars 2006 comparativement à la même période en 2005. Ce rapport de gestion sert de complément à nos états financiers. Il doit également être lu en parallèle avec nos états financiers annuels vérifiés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005 et les notes afférentes. Nos états financiers et ce rapport de gestion sont destinés à fournir aux investisseurs une base raisonnable pour l'évaluation de nos résultats d'opération et de notre rendement financier.

Nos états financiers, dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, et toutes les valeurs monétaires figurant dans ce rapport de gestion, sont exprimés en dollars canadiens.

**RÉSULTATS D'EXPLOITATION**

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2006, la Société a déclaré une perte nette de 66 942 \$ (0,009 \$ par action) comparativement à une perte nette de 4 363 \$ (0,001 \$ par action) pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2005. Aucun salaire n'a été versé au cours des deux périodes de trois mois. En 2006, la rémunération à base d'actions pour les options octroyées s'élève à 69 120 \$ alors qu'aucun montant à ce titre n'avait été comptabilisé en 2005. Aucun frais de voyage n'a été encouru en 2006. La comptabilisation d'un crédit d'impôts futurs au montant de 20 030 \$ comparativement à 16 958 \$ en 2005 a eu pour effet de réduire les pertes nettes pour les périodes de trois mois terminées en 2006 et 2005.

**INFORMATION ANNUELLE (vérifié)**

Exercices terminés les 31 décembre	2005	2004	2003
	\$	\$	\$
Revenus	2 236	600	18 901
Bénéfice net (perte nette)	2 958	(98 079)	(271 684)
Perte nette de base et diluée par action	(0,002)	(0,032)	(0,076)
Actif total	2 223 120	1 881 908	1 768 363

L'exercice 2005 est marqué par une diminution des frais d'administration qui se sont élevés à 104 289 \$ alors qu'ils atteignaient 243 112 \$ en 2004. Cette baisse s'explique par le fait qu'il n'y a pas eu d'options d'achat d'actions attribués durant l'exercice. En 2004, la rémunération à base d'actions s'élevait à 115 200 \$ et une rémunération des administrateurs de 11 500 \$ (aucune en 2005) avait été comptabilisée. Il n'y a eu aucun salaire de versé en 2005 comparativement à 24 553 \$ en 2004. La Société a eu recours à des services de consultants externes pour exercer sa gestion administrative. Les frais de voyage et de représentation ont toutefois connu une légère hausse en passant de 5 904 \$ en 2004 à 11 834 \$ en 2005. Ces frais ont été encourus relativement à l'acquisition de la propriété Comtois (décrite à la note 5 des états financiers) et à la recherche de financement. La Société a enregistré des crédits d'impôts futurs de 105 011 \$ en 2005, 144 433 \$ en 2004, et 193 031 \$ en 2003

Les dépenses administratives sont passées de 203 190 \$ en 2003 à 243 112 \$ en 2004, dû à la rémunération à base d'actions de 115 200 \$ en 2004 comparativement à 56 450 \$ en 2003. Les autres frais ayant connu une variation sont la rémunération des administrateurs pour 11 500 \$ (aucune en 2003), l'information aux actionnaires et les frais de registrariat qui s'élèvent à 24 982 \$ en 2004 (38 439 \$ en 2003). Les frais de voyage et de représentation ont diminué considérablement, s'élevant à 5 904 \$ en 2004 comparativement à 19 735 \$ en 2003 alors que des efforts de promotion avaient été effectués en Europe.

L'actif total de la Société totalise 2 223 120 \$ au 31 décembre 2005 comparativement à 1 881 908 \$ au 31 décembre 2004. Un placement privé réalisé au cours du dernier trimestre représente la principale variation des actifs. Au 31 décembre 2005, le fonds de roulement était de 311 747 \$ incluant un solde d'encaisse de 394 826 \$, alors qu'il était de 144 530 \$ en 2004, incluant un solde d'encaisse de 197 110 \$. En vertu de l'entente d'acquisition de la propriété Comtois, la Société s'est engagée à racheter 222 987 actions ordinaires de son capital-actions au prix de 0,22 \$ l'action sur une période de 9 mois. Ces actions seront annulées.

### RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS (non vérifié)

	2006	2005				2004		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus	-	-	2 161	74	-	-	224	324
Perte avant impôts	(86 972)	(49 513)	(6 894)	(24 326)	(21 321)	(147 771)	(9 448)	(33 244)
Bénéfice(perte) net	(66 942)	(13 051)	18 503	1 869	(4 363)	(45 960)	(5 454)	(10 401)
Résultat de base et dilué par action	(0,009)	(0,002)	0,000	0,000	(0,001)	(0,019)	(0,000)	(0,000)

La perte du premier trimestre de 2006 est expliquée par la comptabilisation de la rémunération à base d'actions au montant de 69 120 \$ et du crédit d'impôts futurs de 20 030 \$, alors que les autres frais n'ont pas connu de variations importantes. Au cours du quatrième trimestre de 2005, la perte nette s'est accrue de 42 619 \$. Cette augmentation est due aux honoraires professionnels de 20 935 \$ et frais de voyage de 11 834 \$ encourus lors de l'évaluation et négociation de l'entente d'acquisition du projet Comtois. L'augmentation de la perte nette au cours du quatrième trimestre de 2004 est due en partie à la comptabilisation de la rémunération à base d'actions pour un montant de 98 040 \$ et de la rémunération des administrateurs de 11 500 \$. Les autres frais d'administration ont été réduits considérablement, aucune charge salariale n'ayant été encourue. En 2005, il n'y a pas eu d'octroi d'options d'achat d'actions donc aucune charge à ce titre. La comptabilisation de crédits d'impôts futurs au montant de 36 462 \$ (101 811 \$ en 2004) a aussi contribué à la réduction de la perte nette. La réduction de la perte nette observée au cours du troisième trimestre est due à la réduction des salaires et des autres dépenses administratives qui ont été maintenues au minimum. La diminution entre le premier et le deuxième trimestre de 2004 est due principalement à la charge de rémunération à base d'actions des options octroyées au premier trimestre de 2004 au montant de 17 000 \$.

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2006, la Société a engagé 3 518 \$ en travaux d'exploration sur la propriété Comtois. La Société a continué d'avoir recours à des services de consultants externes pour effectuer les travaux de géologie, géochimie et exploration pour 1 500 \$. Les principaux frais encourus ont été des frais de renouvellement de titres miniers pour 278 \$, des frais de location d'équipements de 973 \$ et autres frais généraux pour 767 \$.

### OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉES

Au 31 mars 2006, des honoraires de 2 500 \$ (3 640 \$ au 31 mars 2005) ont été encourus auprès d'une firme dont l'avocate est également dirigeant de la Société. Un montant de 3 000 \$ est inclus dans les créditeurs et frais courus suivant ces transactions.

Les transactions ci-dessus sont encourues dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange qui correspond à la contrepartie établie et convenue entre les parties apparentées.

## SOURCES DE FINANCEMENT ET DONNÉES SUR LE CAPITAL-ACTIONS

Les sources de financement disponibles sont l'émission de capital actions par voie d'appel public à l'épargne ou de placement privé.

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2006, la Société a émis 81 200 actions ordinaires suite à l'exercice d'options d'achat d'actions pour un montant de 45 737 \$ et a effectué les paiements pour le rachat des actions de la Société détenues par Cameco (voir la note 6 des états financiers vérifiés au 31 décembre 2005).

Le capital-actions de la Société se compose d'un nombre illimité d'actions ordinaires dont 7 517 597 étaient émises et en circulation au 31 mars 2006.

Le 9 janvier 2006, la Société a octroyé 256 000 options d'achat d'actions d'une durée de 5 ans à des administrateurs, des membres de la direction et des consultants, au prix d'exercice de 0,35 \$ par action ordinaire. 81 200 options d'achat d'action au prix moyen de 0,32 \$ ont été exercées au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2006.

## SITUATION FINANCIÈRE

	31 mars 2006	31 décembre 2005
	\$	\$
Espèces et quasi-espèces	386 531	394 826
Propriétés minières et frais d'exploration	1 823 090	1 819 572
Total de l'actif	2 218 603	2 223 120
Capital-actions	5 288 885	5 244 262

Au 31 mars 2006, la Société disposait d'un fonds de roulement de 316 201 \$ (311 747 \$ au 31 décembre 2005). En décembre 2005, la Société a encaissé 466 000 \$ suite à des financements privés. Ces financements ont contribué à l'acquisition d'un intérêt de 100 % de la propriété Comtois. La direction est d'avis que ces apports additionnels sont suffisants pour rencontrer les obligations actuelles et certaines dépenses d'exploration et conserver ses propriétés minières en bonne et due forme. L'exploration et la mise en valeur complète de la propriété Comtois pourraient nécessiter beaucoup plus de ressources financières. Par le passé, la Société a pu compter sur sa capacité à se financer par voie d'appel public à l'épargne ou de placements privés.

## OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Le 20 septembre 2005, la Société a signé une entente finale avec Cameco Corporation, en vertu de laquelle la Société a acquis un intérêt de 100 % dans la propriété Comtois en contrepartie de 140 000 \$. En vertu de cette entente, il n'y a plus de redevance grevant cette propriété en faveur de Cameco. La Société s'est engagée à racheter les 222 987 actions ordinaires de la Société détenues par Cameco sur une période de neuf mois à compter de la date de clôture, à un prix de 0,22 \$ l'action ordinaire, représentant une somme totale de 49 057 \$. L'escompte au montant de 129 333 \$ est comptabilisée au surplus d'apport. Au 31 mars 2006, le solde de 16 352 \$ est payable sans intérêt à raison de 5 451 \$ par mois. Les actions seront annulées après le paiement complet du solde dû.

## INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers sont constitués des espèces et quasi espèces dont l'encaisse et les placements temporaires échéant dans un délai de moins de 3 mois. La valeur comptable des instruments financiers se rapproche de leur juste valeur, du fait que ces instruments financiers ont des échéances à court terme.

## **RISQUES ET INCERTITUDE**

L'énoncé qui suit fait état d'un certain nombre de risques qui, selon la direction, peuvent avoir une importance sur les activités de la Société.

### **Risques financiers**

Éventuellement, des fonds additionnels pourront être requis pour financer des travaux d'exploration ou de mise en valeur. La source de fonds futurs disponible à la Société est soit l'émission de capital-actions additionnel ou l'emprunt de fonds. Il n'existe aucune assurance que de tels financements seront disponibles à la Société. De plus, même si un tel financement était complété avec succès, il n'existe aucune assurance à l'effet qu'il sera obtenu moyennant des modalités favorables à la Société, ou qu'il lui fournira des fonds suffisants pour atteindre ses objectifs, ce qui pourrait affecter défavorablement les activités de la Société et sa situation financière.

### **Risques concernant les titres de propriété**

Bien que la Société ait obtenu des opinions sur les titres de certaines de ses propriétés et qu'elle ait pris des moyens raisonnables pour s'assurer d'un titre valable à ses propriétés, il n'existe aucune certitude que les titres de ses propriétés ne seront pas contestés ou remis en question. Des tierces parties pourraient avoir des réclamations valides quant à des portions sous jacentes aux intérêts de la Société.

### **Risques liés aux conditions de l'industrie**

L'exploration et la mise en valeur des ressources minières comportent des risques significatifs que même une évaluation soignée alliée à l'expérience et au savoir-faire ne peuvent éviter. Bien que la découverte d'un gisement puisse s'avérer extrêmement lucrative, peu de terrains faisant l'objet d'une prospection deviennent par la suite des mines productrices. Des dépenses importantes peuvent s'avérer nécessaires aux fins d'établir les réserves de minerai, d'élaborer les procédés métallurgiques et de construire les installations d'extraction et de traitement sur un site particulier. Il est impossible de fournir une assurance à l'effet que les programmes d'exploration et de mise en valeur de la Société engendreront une exploitation minière rentable. La viabilité économique d'un gisement minéral dépend de nombreux facteurs, dont certains tiennent aux caractéristiques particulières du gisement, notamment sa taille, sa teneur et sa proximité à l'infrastructure ainsi que le caractère cyclique du cours des métaux et la réglementation gouvernementale dont celle visant les prix, les redevances, les limites de production, l'importation et l'exportation de minéraux et la protection de l'environnement. L'incidence de ces facteurs ne peut être évaluée de façon précise, mais leur effet peut faire en sorte que la Société ne fournisse pas un rendement adéquat sur la mise de fonds.

### **Risques liés à la réglementation gouvernementale**

Les activités de la Société doivent être en conformité avec diverses lois qui portent sur l'exploration et la mise en valeur, la protection de l'environnement, l'obtention de permis et l'autorisation des opérations minières dans son ensemble. L'exploration et la mise en valeur sont assujetties à des dispositions législatives et réglementaires sur la protection de l'environnement. La Société croit qu'elle est en conformité avec les aspects importants de la loi. Un changement de la législation pourrait avoir un effet négatif sur les activités de la Société.

## **PERSPECTIVES**

La direction continuera de gérer les fonds de la Société de façon très rigoureuse en ayant comme premier objectif d'optimiser le rendement de l'investissement de ses actionnaires. Sa stratégie de développement est axée sur la découverte de gisements économiquement rentables, dont les fruits de l'exploitation assureront la pérennité de la Société. La direction, dans l'application de sa stratégie de développement, tiendra compte du contexte global dans lequel se situe l'exploration, de l'évolution du marché boursier et du prix de l'or et des métaux.

Montréal  
Le 23 mai 2006

*(S) Ronald Shorr*  
Ronald Shorr